

*SIXIÈME CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION  
DES RESSOURCES DU FONDS MONDIAL*

# L'INITIATIVE 5%, UN PARTENAIRE CLÉ DU FONDS MONDIAL

**DANS LA LUTTE CONTRE  
LE SIDA, LA TUBERCULOSE  
ET LE PALUDISME**

# SIXIÈME CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FONDS MONDIAL

**Q**uatorze milliards de dollars sont nécessaires pour financer le cycle 2020-2022 du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Malgré les progrès considérables accomplis contre les trois maladies infectieuses les plus mortelles, la tâche reste immense et de nouveaux défis ont vu le jour : incertitude des financements, recrudescence du nombre de malades, résistance aux médicaments, faiblesses des infrastructures, manque de ressources humaines en santé compétentes...

## Un rendez-vous décisif pour la lutte contre les pandémies par les pairs

Pour ne pas risquer de perdre le bénéfice des avancées de ces dernières années et éviter la résurgence des trois pandémies, il est urgent de poursuivre le travail d'accompagnement, de renforcement et d'amélioration de la prévention et de l'accès aux soins. Notamment grâce à des programmes menés au plus près des populations, pour et avec celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Dans ce contexte, la France a choisi d'accueillir la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, les 9 et 10 octobre 2019 à Lyon. L'enjeu est de taille car une reconstitution réussie ravivera l'espoir de la possibilité d'une élimination des pandémies à l'horizon 2030. Cela permettra également de contribuer à des systèmes de santé efficaces et durables, adaptés aux contextes comme aux besoins épidémiologiques, accessibles à toutes et à tous.

## Accélérer le mouvement pour éradiquer les pandémies

À travers la participation de l'Initiative 5%, Expertise France sera particulièrement mobilisée avec ses partenaires de l'équipe France. Elle contribuera à valoriser les résultats de l'engagement français dans la lutte contre les pandémies et nourrir le plaidoyer en faveur d'un Fonds mondial soutenu à hauteur des besoins.

Créée en 2011, l'Initiative 5% est la contribution indirecte de la France au Fonds mondial. Elle apporte une assistance technique et un appui à l'innovation aux pays récipiendaires des subventions du Fonds mondial. Elle soutient des projets catalytiques, ayant pour objectif d'améliorer les pratiques de santé dans les pays partenaires. ○

# “ L’INITIATIVE 5% EST CRUCIALE POUR LA POLITIQUE FRANÇAISE DE SANTÉ MONDIALE ”

ÉDITO



**STÉPHANIE SEYDOUX**  
Ambassadrice pour  
la Santé mondiale

La France a fait de la santé mondiale et de la couverture santé universelle les deux axes forts de sa politique de développement international en santé. Cela se traduit par nos investissements dans les fonds multilatéraux à hauteur de 538 millions d’euros par an, soit les deux tiers de notre aide publique au développement en matière de santé.

## Un dispositif reconnu et efficace

L’Initiative 5% joue un rôle crucial dans la politique française de santé mondiale. Partie intégrante de notre contribution annuelle au Fonds mondial, elle apporte une expertise française et francophone aux pays éligibles pour les appuyer dans l’élaboration et la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial. Depuis 2011, elle a financé 106 projets, dont 22 projets de recherche opérationnelle et 3 projets pilotes. Sur la seule année 2018, 78 missions d’assistance technique ont été validées et 55 projets étaient en cours ou en préparation. Cette action est très appréciée par nos partenaires et particulièrement efficace en termes d’adaptation de la coopération française aux besoins des pays.

## Une année d’exception pour l’expertise française en santé

2019 est une année charnière et cruciale pour la santé mondiale sous le leadership de la France. Elle est l’occasion de mettre en valeur le rôle de premier plan reconnu à notre pays en matière de santé mondiale : dans le cadre de la présidence du G7 consacrée à la lutte contre les inégalités, la France met en avant les enjeux de santé à travers la thématique de l’accès aux soins de santé primaire.

L’Initiative 5% est partie prenante de cet engagement, notamment avec la mise en œuvre de l’Initiative présidentielle pour la santé en Afrique (IPSA) lancée début 2019 par la France. Cette initiative mise en œuvre par le biais du nouveau Canal Pilote de l’Initiative 5% associe mobilisation politique et assistance technique renforcée.

## Remobiliser pour éradiquer les trois pandémies

L’accueil à Lyon en octobre 2019 de la sixième conférence de reconstitution du Fonds mondial est une opportunité unique de remobiliser la communauté internationale sur les enjeux liés à l’éradication des trois pandémies et au renforcement des systèmes de santé. Pour que cette conférence soit un succès, au moins 14 milliards de dollars doivent être collectés au profit du Fonds mondial. L’atteinte de cette ambitieuse cible financière et l’engagement budgétaire que les pays bénéficiaires seront prêts à prendre en faveur de la santé seront deux impacts mesurables du succès de ce travail de remobilisation. ○

# LES DÉFIS DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA, LA TUBERCULOSE, LE PALUDISME

Avec  
**14**  
milliards  
de dollars  
le Fonds mondial  
pourrait...

• ... sauver  
**16 millions**  
de vies entre  
2021 et 2023

• ... générer un retour  
sur investissement de  
**19 dollars**  
par dollar investi

• ... investir  
**4 milliards**  
de dollars  
directement  
pour renforcer  
les systèmes de santé

**D**epuis 2000, l'effort collectif a permis de sauver plus de 32 millions de vies et d'étendre l'accès aux soins de santé aux communautés les plus touchées par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Les taux de mortalité liés à la tuberculose et au paludisme ont chuté de 42 % et de 60 % et en 2017, 59 % des personnes vivant avec le VIH suivaient un traitement antirétroviral, lequel réduit de 97 % le risque de transmission. Ces impressionnants résultats ont contribué à renforcer les systèmes de santé locaux et à redynamiser des communautés entières, tant d'un point de vue social qu'économique.

## Ne pas relâcher les efforts

Pour autant, le combat est loin d'être gagné : aujourd'hui encore, ces trois pandémies tuent 8 000 personnes par jour. Chaque jour, près de mille adolescentes et jeunes femmes sont infectées par le VIH, un enfant meurt du paludisme toutes les deux minutes, et la tuberculose est la maladie infectieuse la plus meurtrière à l'échelle mondiale.

Les experts estiment que les financements dédiés à la lutte contre les trois maladies doivent passer de 66 milliards de dollars sur trois ans à 83 milliards pour le triennum 2020-2022, soit 17 milliards de dollars de plus. Dans le cadre de cette nouvelle reconstitution des ressources, **le Fonds mondial espère mobiliser au moins 14 milliards de dollars**, soit 15 % de plus (1,8 milliard de dollars) que les 12,2 milliards de dollars levés lors de la précédente conférence de reconstitution.

Ces 14 milliards de dollars permettraient au Fonds mondial de poursuivre son rôle moteur dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, en catalysant la mobilisation des ressources nationales et en favorisant des progrès plus rapides vers une couverture sanitaire universelle.

## VIH/sida : cibler les populations clés

Depuis 1990, le nombre de décès liés au VIH/sida a été divisé par deux. Reste que près de 30 % des personnes vivent avec le virus sans le savoir. Souvent marginalisées, discriminées et même criminalisées, **les populations clés particulièrement touchées par le VIH/sida n'ont accès ni à la prévention ni aux soins** ; ce sont les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes trans, les usagères et usagers de drogues injectables, les travailleuses et travailleurs du sexe. Pour éradiquer le VIH, lutter contre les inégalités de genre est primordial. Il est aussi urgent de démedicaliser le dépistage pour toucher les populations les plus éloignées des soins avec l'aide des acteurs communautaires.

**1,7 millions**  
de nouvelles infections par  
le VIH en 2018

**75 %**  
des personnes  
nouvellement infectées  
en Afrique subsaharienne  
sont des jeunes filles  
(1 000 par jour)

**10 millions**  
de nouveaux cas de  
tuberculose  
chaque année

## Tuberculose : innover pour lutter contre les souches pharmaco-résistantes

La tuberculose est la maladie infectieuse qui tue le plus : elle est responsable de 1,7 million de décès par an. **Chaque année, plus de 4 millions de cas ne sont pas détectés, ce qui favorise la transmission ininterrompue de la maladie.** 558 000 nouveaux cas de tuberculose multirésistante ont été dénombrés en 2017. Si ces tendances se maintiennent, 2,6 millions de personnes mourront chaque année d'une tuberculose pharmaco-résistance à l'horizon 2050. On estime que cela coûterait à l'économie mondiale près de 16 700 milliards de dollars.

**5 millions**  
de personnes atteintes  
de tuberculose sous  
traitement

## Paludisme : faire face aux résistances aux insecticides et aux antipaludiques

Depuis 2000, les taux de mortalité par paludisme ont chuté de 60 % dans le monde. Ce succès est toutefois menacé par la stagnation des financements : seuls 2,7 milliards de dollars ont été investis en 2016 dans la lutte contre le paludisme sur les 6,5 milliards nécessaires pour éliminer la maladie d'ici 2030. En 2016, on comptait 5 millions de cas de plus qu'en 2015. Il y a donc des limites à ce qu'on peut accomplir sans plus d'investissements, de nouveaux outils. **Le scénario d'une diffusion des souches pharmaco-résistantes en Afrique fait craindre le pire** : cela aurait sans aucun doute un coût humain catastrophique et un coût économique non négligeable, du fait d'une perte de productivité et de l'augmentation des coûts supportés par les systèmes de santé. ○

Toutes les  
**2 minutes,**  
un enfant meurt du  
paludisme.

**219 millions**  
de personnes infectées  
dans le monde  
en 2017.

# LA RIPOSTE FRANÇAISE ET L'INITIATIVE 5%

**A**près avoir accompagné la création du Fonds mondial en 2002, la France en est l'un des principaux soutiens. Elle est le deuxième pays contributeur historique avec une participation directe cumulée d'environ 4,8 milliards de dollars. La France apporte également un soutien politique constant au Fonds mondial, en contribuant à faire vivre les valeurs fondatrices qui sont au cœur de ses interventions : importance du rôle des communautés affectées et de la société civile, interventions dans les pays fragiles, soutien des populations clés, approche par les droits humains.

## LES GRANDS PRINCIPES DE L'INITIATIVE 5%



### RENFORCER

les capacités des acteurs nationaux pour l'accès, la gestion et la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial



### CONTRIBUER

à l'amélioration des environnements, en agissant pour le renforcement des systèmes de santé



### PROMOUVOIR

l'adoption d'approches innovantes étayées par des données fiables

**360 M€  
par an**

Contribution annuelle directe  
de la France au Fonds  
mondial sur la période  
2017-2019

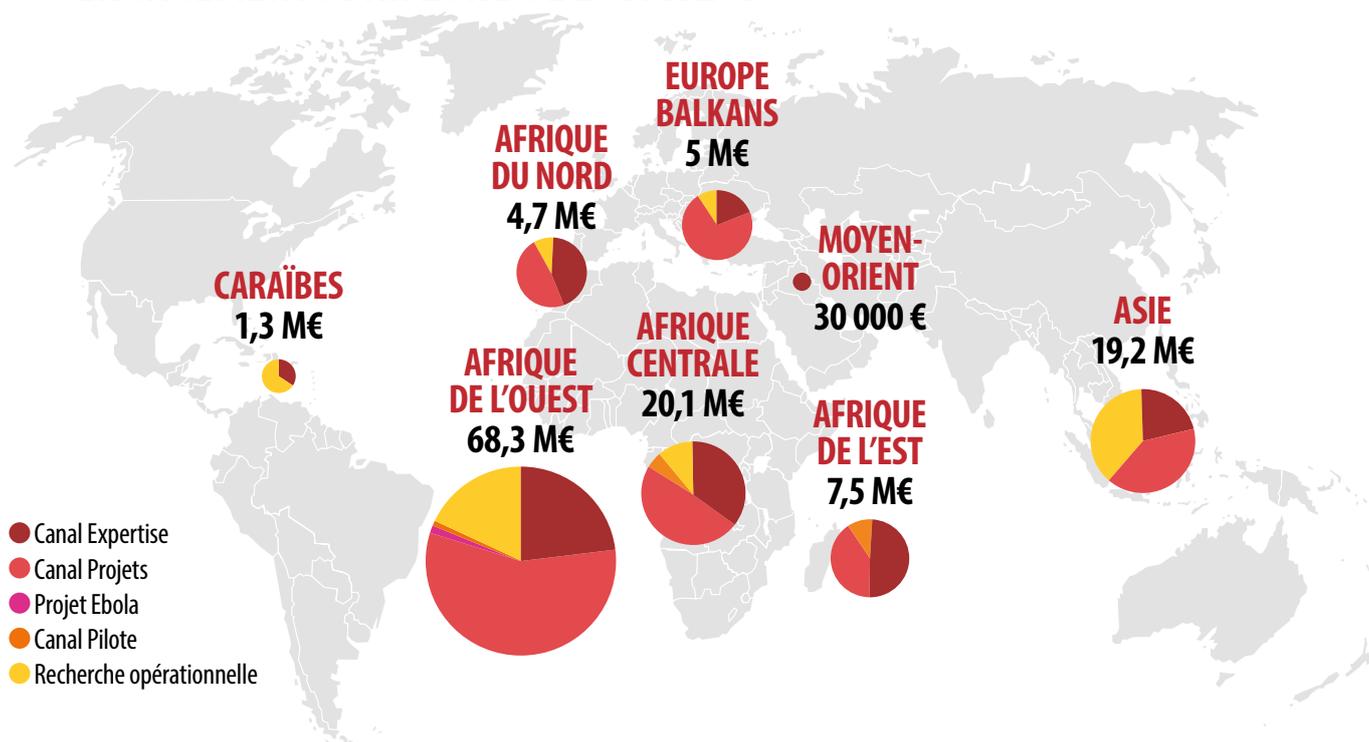
Lancée fin 2011, l'Initiative 5 % est une facilité mise en œuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial. Elle apporte une assistance technique et un appui à l'innovation aux pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies. Parmi les pays éligibles aux appuis de l'Initiative 5% se trouvent les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et des pays membres de la Francophonie. Les évolutions récentes de l'Initiative 5% amplifient son effet catalytique en renforçant les capacités des acteurs de la santé et de la société civile, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en soutenant des approches innovantes contre les pandémies.

L'Initiative 5 % est aujourd'hui un partenaire clé de l'impact du Fonds mondial. Elle confère à la France et à ses acteurs – monde de la recherche, société civile, agences publiques, etc. – une place inédite dans le champ de la lutte contre les trois pandémies les plus mortelles. ○

# L'INITIATIVE 5% EN CHIFFRES

**D**epuis sa création en 2011, l'Initiative 5% a mis en œuvre 435 missions pour renforcer les capacités d'un pays partenaire sur des besoins spécifiques. Elle a financé 106 projets catalytiques pour développer des activités innovantes ou de recherche opérationnelle qui contribuent à rendre plus efficace la lutte contre les pandémies. L'Initiative 5%, outil reconnu aujourd'hui, appréciée par les pays comme par le Fonds mondial, revise actuellement sa stratégie pour se préparer au nouveau cycle de financement. ○

## ENGAGEMENTS PAR ZONE DE 2011 À 2018



## L'INITIATIVE 5% DE 2011 À 2018

**435 MISSIONS D'EXPERTISE** mises en œuvre

**21,9 M€**  
de dépenses  
réalisées

**970**  
expertes et experts  
mobilisés

**22 910**  
jours d'assistance  
technique

**106 PROJETS** de long terme financés

**47,9 M€**  
de dépenses  
réalisées

**54 %**  
des projets portés par  
des acteurs du Sud\*

\* 80 % en 2018

# “ AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LES PANDEMIES ”

ÉDITO



**JÉRÉMIE PELLET**  
directeur général  
d'Expertise France

En 2018, Expertise France a poursuivi son développement et renforcé sa position au sein du dispositif français d'aide publique au développement. L'agence continue d'inscrire sa stratégie et ses interventions dans les priorités de la politique française de coopération internationale et de développement, et particulièrement en santé mondiale comme le démontrent les programmes de l'Initiative 5%.

**L'**Initiative 5%, financée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, intervient pour faciliter l'accès aux financements du Fonds mondial et pour accroître l'efficacité de ces mêmes financements.

L'expertise publique française et francophone mobilisée par Expertise France à travers l'Initiative 5% permet à l'agence de développer et de suivre des projets d'interventions dédiés aux trois grandes pandémies, au renforcement des systèmes de santé, à la sécurité sanitaire et à la recherche opérationnelle. Notre action dans ces domaines contribue à une politique de développement pérenne et égalitaire qui considère l'accès à la santé pour le plus grand nombre comme un socle indispensable, tout comme l'éducation.

*“ La France a choisi de prendre le leadership sur le financement de la lutte contre les trois pandémies. ”*

Pour ce faire, nous proposons à nos partenaires une gamme complète de prestations d'expertise et de solutions opérationnelles et innovantes pour répondre à leurs attentes, renforcer leurs capacités, et les aider à mener par eux-mêmes des projets de développement et des politiques de santé adaptés aux besoins des populations.

Comme l'a souhaité le Président de la République, la France accueillera pour la première fois la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial qui se tiendra à Lyon en octobre 2019.

Cette conférence internationale rassemblera des représentantes et représentants des pays donateurs, de la société civile et du secteur privé avec une ambition : lever au moins 14 milliards de dollars pour mettre un terme à ces trois pandémies d'ici 2030. Dans un contexte de baisse globale des financements au niveau mondial, la France a donc choisi de prendre le leadership sur le financement de la lutte contre ces pandémies.

Ces enjeux impactent naturellement au premier chef Expertise France, qui est au cœur de cette lutte contre les pandémies, et contribue à renforcer la complémentarité des modalités d'action multilatérale et bilatérale de l'aide française.

Notre action est particulièrement appréciée et utile en termes de visibilité et d'adaptation de la coopération française aux besoins des pays, car elle confère une dimension bilatérale à un investissement important de la France dans un fonds multilatéral.

Expertise France reste donc pleinement mobilisée pour assurer la promotion et la mise en œuvre de l'expertise et du savoir-faire français à l'international, grâce au professionnalisme et à l'engagement quotidien de ses équipes. ○

## Stratégie de la France en santé mondiale

- Renforcer les systèmes de santé tout en luttant contre les maladies
- Renforcer la sécurité sanitaire internationale
- Promouvoir la santé des populations
- Promouvoir l'expertise, la formation, la recherche et l'innovation françaises

## Expertise France

L'Initiative 5%, dont le budget représente en moyenne 7 % de la contribution de la France au Fonds mondial, est administrée par Expertise France, l'agence publique de coopération technique internationale.

Expertise France conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Avec un volume d'activité de 191 millions d'euros pour 63 000 jours d'expertise et plus de 500 projets dans plus de 100 pays, Expertise France intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue, aux côtés de ses partenaires, à la concrétisation de l'Agenda 2030.



# INTENSIFIER LE RECUL DES MALADIES EN RELEVANT LES DÉFIS

ENTRETIEN AVEC



**Éric Fleutelot**

directeur technique du pôle  
Grandes Pandémies/Initiative 5%  
au département Santé d'Expertise  
France

## Pourquoi la France a-t-elle créé l'Initiative 5% ?

**Éric Fleutelot :** Si de nombreux pays ont connu d'importants progrès ces dernières années en matière de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, certains progressent moins rapidement. L'objectif de l'Initiative 5% est d'accélérer l'absorption des fonds disponibles dans les pays récipiendaires et d'améliorer leur efficacité, c'est-à-dire le rapport entre investissements et résultats.

Pour y arriver, l'Initiative 5% apporte de l'expertise et des financements aux pays éligibles pour les appuyer dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial. Ce sont les pays et les parties prenantes qui définissent leurs besoins en termes d'assistance technique et de projets catalytiques pour faire évoluer leurs pratiques et leurs politiques de santé publique.

## Quelles sont les modalités d'intervention de l'Initiative 5% ?

**E.F. :** Nous intervenons toujours à la demande d'un pays ou d'un récipiendaire du Fonds mondial. Nous leur proposons la meilleure solution possible pour répondre à leur problématique. Nous intervenons de trois manières.

Nous pouvons apporter **une expertise technique de court terme** pour aider nos partenaires face à des difficultés d'accès aux ressources du Fonds mondial ou pour assurer la mise en œuvre des financements reçus. C'est capital, sans argent, pas de programmes de santé ! Par exemple, tous les pays bénéficiaires du Fonds mondial doivent avoir un plan national de lutte contre les maladies à jour. Il leur permet d'identifier les enjeux et les programmes pour y répondre. Cela demande notamment des données épidémiologiques à jour. Nous intervenons alors pour favoriser le dialogue entre tous les acteurs locaux et nationaux, et contribuer à créer ce plan.

Notre deuxième moyen d'action, c'est **le financement de projets catalytiques** qui visent à faire évoluer les pratiques ou les politiques de santé. Ils répondent à trois priorités : les populations clés parmi lesquelles on peut faire baisser l'incidence des maladies, le renforcement des systèmes de santé (réseaux de laboratoires, chaînes d'approvisionnement, formation des personnels de santé) et le soutien à la recherche opérationnelle qui permet notamment de traduire les recommandations scientifiques en politiques publiques.

Dernier levier d'action, **les projets pilotes** rendent possible l'action d'experts de haut niveau pour innover dans la lutte contre les pandémies et accélérer le changement, notamment en Afrique subsaharienne.

### Quels sont les défis d'aujourd'hui en matière de lutte contre les pandémies ?

**E.F. :** Les pays éligibles à l'Initiative 5%, en Afrique, en Europe de l'Est ou en Asie du Sud-Est, réalisent depuis des années des progrès remarquables. Mais les impacts des politiques de lutte contre les maladies et des investissements du Fonds mondial comme des gouvernements souffrent d'importantes disparités. Et ce n'est pas étonnant ! Certains pays ont connu des crises majeures, des conflits, des actions terroristes, une forte instabilité politique, d'autres (parfois les mêmes) souffrent dramatiquement du changement climatique et voient leur environnement changer. Enfin, les crises économiques s'additionnent parfois aux flambées épidémiques. Le tableau est sombre, quelquefois très sombre.

Dans le même temps, la situation épidémiologique tend à évoluer. Globalement, la lutte contre la tuberculose et le paludisme marquent le pas. Les progrès passés sont incontestables, mais de nouveaux sont-ils possibles ? Quant à la lutte contre le VIH, elle reste difficile : comment assurer la qualité de la prise en charge tout au long de la vie dans des contextes aussi délicats ? Et si un nombre croissant de patientes et de patients ont effectivement accès aux traitements, quid de la discrimination qui ruine leurs vies et celles de leurs familles ? Et comment ne pas citer la montée inquiétante des résistances aux antirétroviraux, aux antituberculeux, aux antipaludiques ou encore aux insecticides ?

### Comment l'Initiative 5% entend-elle répondre à ces nouveaux enjeux ?

**E.F. :** L'Initiative 5% se targue, à juste titre, de réagir rapidement aux besoins des pays pour améliorer leur accès aux financements du Fonds mondial et pour améliorer l'efficacité dans la mise en œuvre des subventions. Néanmoins, il faut être prêt à relever les défis des années à venir. Peu à peu se dessine une évolution de nos modalités d'intervention pour renforcer nos appuis et planifier l'assistance technique de manière raisonnable, plus seulement à court terme. Parallèlement, nous soutenons des ONG, des instituts de recherche, des programmes nationaux, etc. L'objectif est d'encourager des expérimentations, des approches innovantes, des projets pilotes qui ont vocation à modifier les pratiques, les manières de travailler, ou encore les politiques de santé dans les pays.

Tous nos appuis seront vains si l'assistance technique et les financements de projets ne reposent pas sur une approche fine et spécifique, pays par pays, organisme par organisme. « Construire avec » est une obligation pour fournir une opportunité de renforcement des compétences. Rien de durable n'est possible si le travail se fait en substitution. C'est aussi en étant conscients des risques inhérents à nos interventions que nous poursuivons notre partenariat avec tous les pays éligibles. ○

*“ Les pays éligibles à l'Initiative 5% réalisent depuis des années des progrès remarquables. ”*

# LES ACTIONS DE L'INITIATIVE 5%

## SIX EXEMPLES DE PROJETS

En ligne avec les priorités de la stratégie française en santé mondiale, l'Initiative 5% agit en faveur du renforcement des capacités des partenaires à mener des politiques de santé pérennes, efficaces et de qualité, accessibles au plus grand nombre. Ses interventions en faveur de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme sont conçues en cohérence avec les objectifs et le cycle de financement du Fonds mondial.



## IPSA : une initiative bilatérale pour faire évoluer les politiques de santé nationales



Burkina Faso, Burundi,  
République centrafricaine,  
Mali et Niger

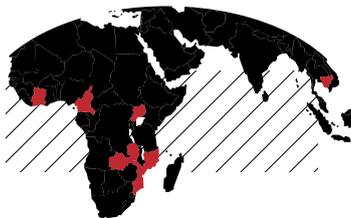
Depuis janvier 2019

**1 150 000 €**  
sur 12 mois

**E**n 2019, Expertise France s'est vu confier la mise en œuvre de l'Initiative présidentielle pour la santé en Afrique (IPSA). Mené au Burkina Faso, au Burundi, en République centrafricaine, au Mali et au Niger, le projet propose une assistance technique renforcée et un appui adapté aux besoins exprimés par les ministres de la Santé.

Des experts de haut niveau travaillant sur les questions de gouvernance et de financements domestiques de la santé accompagnent les ministres de la Santé des cinq pays sur ces questions. Cette initiative bilatérale de la France, qui s'attache à faire le lien entre riposte aux pandémies et renforcement des systèmes de santé, répond au retard de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial et aux fragilités sanitaires en Afrique. Selon les contextes et les besoins, l'IPSA permet d'améliorer la gouvernance des subventions, de favoriser l'intégration de la lutte contre les trois maladies dans les systèmes nationaux de santé, ou encore d'explorer les opportunités d'augmenter le budget national affecté à la santé. ◻

## TB-SPEED : tester un nouveau protocole de diagnostic de la tuberculose pédiatrique



Cambodge, Cameroun, Côte  
d'Ivoire, Mozambique, Ouganda  
et Zambie

Octobre 2017  
-septembre 2020

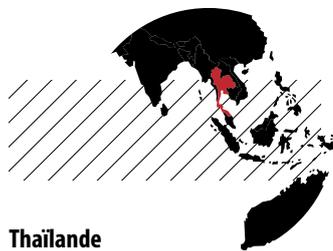
**1 499 904 €**

**L**e projet de recherche opérationnelle TB-Speed a pour but de réduire la mortalité infantile due à la tuberculose en renforçant les programmes nationaux et en évaluant des méthodes de diagnostic innovantes.

Mis en œuvre par un consortium international coordonné par l'université de Bordeaux et cofinancé par Unitaid, le projet TB-Speed intervient dans six pays à forte prévalence : le Cameroun, le Cambodge, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, l'Ouganda et la Zambie. Il cherche à évaluer l'impact sur la mortalité et la morbidité de la détection précoce et systématique de la tuberculose chez les enfants atteints de pneumonie sévère. L'Initiative 5% cofinance la composante TB-Speed Pneumonia mise en œuvre au Cambodge, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Mozambique.

Cette recherche, basée sur les standards de l'OMS, est réalisée auprès de 3 800 enfants dans 15 hôpitaux partenaires à l'aide de matériels portatifs, qui permettent de réaliser des aspirations nasopharyngées, et de la plateforme moléculaire GeneXpert Edge. De petite taille et opérant sur batterie, cette plateforme permettra de réaliser le test diagnostic moléculaire de tuberculose Xpert MTB/RIF Ultra sur des prélèvements de selles et nasopharyngés, plus faciles à réaliser que les prélèvements habituels. La première année du projet a été consacrée à la construction du protocole de recherche et au recrutement et à la formation des équipes terrain. L'étude a commencé début 2019. ◻

## M-FUND : une micro-assurance santé adaptée à la situation des personnes migrantes



Thaïlande

Mars 2019-mars 2021

**575 000 €**

Sur trois millions de migrantes et migrants venus de Birmanie en Thaïlande, un tiers n'a pas de document légal et donc aucune couverture en santé. Appuyée par l'Initiative 5%, l'entreprise sociale Dreamlopmements a créé une assurance santé à but non lucratif, le M-Fund, pour donner à ces populations un accès durable à des services de santé. Une première dans la région du Grand Mékong auprès des populations migrantes non éligibles aux soins. Ce fonds fournit une assurance santé pour une cotisation mensuelle de 100 baths (2,9 euros) par personne et donne accès aux services de santé dans cinq établissements partenaires.

Plus de 10 000 migrants sans statut légal dans la région de la frontière Birmanie-Thaïlande ont désormais accès aux services de santé. L'objectif de Dreamlopmements est d'étendre ce service à d'autres migrants et communautés défavorisées en Asie du Sud-Est pour créer un système régional de protection en faveur de l'accès à la santé. ◻

## MEDTIC : développer les solutions numériques pour lutter contre les médicaments falsifiés



Côte d'Ivoire

Septembre 2017  
-septembre 2020

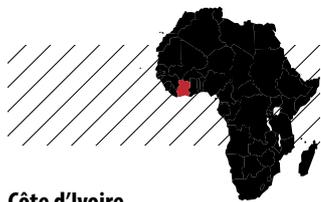
**965 921 €**

On estime qu'environ 20 % des médicaments en circulation en Côte d'Ivoire sont des faux, ce qui constitue un vrai enjeu de santé publique (décès, complications de maladies, chimiorésistance, etc.). Pour faire face à ce fléau, la Côte d'Ivoire est engagée depuis 2013 dans la construction d'une chaîne d'approvisionnement et d'une centrale d'achat afin d'offrir aux Ivoiriens des médicaments sûrs, efficaces et de qualité.

Le dispositif de surveillance du marché et de lutte contre les médicaments faux et illicites s'est renforcé, mais le cadre juridique et organisationnel a peu intégré les nouvelles technologies. Le projet MEDTIC, financé par l'Initiative 5%, vise à contribuer à une meilleure traçabilité et à la qualité des médicaments en favorisant l'utilisation de ces solutions. Il concerne notamment les antipaludiques fournis par le Fonds mondial à la Côte d'Ivoire. Ses objectifs prioritaires visent à mieux tracer les médicaments entrants dans le pays et à contrôler la qualité des médicaments distribués grâce à des QR codes, et à surveiller les fraudes.

MEDTIC a déjà formé aux nouvelles technologies une cinquantaine de pharmaciens et de médecins en charge de la pharmacovigilance et de la lutte contre les faux. Des tablettes leur permettent notamment de partager tout effet indésirable d'un produit à la Direction de la pharmacie, du médicament et des laboratoires. Les activités de suivi ont débuté en septembre 2019. ◻

# Consolider l'accès aux soins de santé des usagers de drogues vulnérables aux trois pandémies



Côte d'Ivoire

Janvier 2018  
-décembre 2020

**2 070 568 €**

**E**n Côte d'Ivoire, les principales drogues consommées sont le cannabis, l'héroïne et la cocaïne. On estime à 6 000 le nombre total d'usagers de drogues à Abidjan. Cette population connaît des enjeux spécifiques de santé, en matière de VIH/sida ou de tuberculose. Ainsi, on estime à 2,8% la prévalence du VIH/sida dans la population ivoirienne contre 9,5% pour les usagers de drogues. De même, la prévalence de la tuberculose est de 0,2 % contre 9,8% chez les usagers de drogues. 17, 3% des cas sont résistants à la rifampicine.

À Abidjan, plus de 70 % des usagers de drogues vivent avec d'autres personnes et circulent dans toute la ville, contaminant potentiellement de nombreux concitoyens. Le projet financé par l'Initiative 5% vise à consolider mettre en place une unité d'addictologie au sein d'un centre de traitement communautaire pour favoriser l'accès aux soins des usagers de drogues. Cette unité est la première en Côte d'Ivoire à utiliser un traitement substitutif aux opiacés et propose une prise en charge intégrée et adaptée, conjuguant approches communautaire et médicale. Le second volet du projet organise des dépistages et l'administration de premiers soins dans les fumoirs, lieux de vente et de consommation de drogues. Il est mené par Médecins du Monde, notamment par des pairs éducateurs : d'anciens usagers de drogues devenus ambassadeurs mènent des actions de terrain. ○

## JADES : miser sur l'éducation par les pairs



Mali, Niger

Janvier 2016-mars 2019

**1 538 111 €**

**E**n Afrique de l'Ouest et centrale, plus de 100 000 jeunes sont infectés par le VIH chaque année. Deux sur trois sont des jeunes filles. Face à l'ampleur de la situation, le projet Jeunes et adolescents en santé (JADES) mise sur une sensibilisation pensée avec et pour les jeunes. Son pari : former des pair-éducateurs, lycéennes et lycéens pour qu'ils partagent des informations fiables et complètes avec leurs camarades.

Financé par l'Initiative 5% et porté par l'ONG française Solthis, le projet JADES rend les jeunes acteurs de leur santé, les informe sur leurs droits sexuels et reproductifs et les oriente vers les services adaptés. Il a combiné plusieurs niveaux d'intervention : 70 jeunes pair-éducateurs ont été formés et sont devenus des relais de sensibilisation organisant des causeries éducatives et des événements (sketchs, projection de films, tournois sportifs) avec dépistage volontaire. 22 000 jeunes ont ainsi été sensibilisés. Par ailleurs, 300 enseignants et leaders communautaires ont été formés et près de 2 000 parents d'élèves sensibilisés. 198 professionnels de santé et des centres de jeunes ont été formés à l'accueil et à la prise en charge spécifique des adolescents en matière de santé sexuelle et reproductive et au développement d'une approche bienveillante et sans préjugés. ○

# L'INITIATIVE 5% À LA CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL

« AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE : LA SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME »

**Mercredi 9 octobre | 8h-9h20 | Centre de Congrès de Lyon**

Expertise France/Initiative 5 %, en partenariat avec l'Institut de la Société Civile pour la Santé en Afrique de l'Ouest et du Centre et avec le soutien de l'Onusida, organise une session dédiée aux perspectives et ambitions de la contribution des sociétés civiles africaines au prochain cycle de financement du Fonds mondial.

● Ouverture par **M<sup>me</sup> Bintou Dembélé**,  
*directrice d'Arcad-Sida, Mali*

Introduction sur l'enjeu de l'implication des sociétés civiles en Afrique (TBC) par la **Pr Françoise Barré-Sinoussi**,  
*prix Nobel de Médecine*

● Mieux connaître les épidémies pour mieux les combattre : enjeux politiques du financement pour les sociétés civiles d'Afrique de l'Ouest et Centrale

**M. Daouda Diouf**, *directeur d'Enda Santé*

● Réalisation et perspectives des mécanismes de veille citoyenne – observatoires

**M. Mamadou Dieng**, *coordinateur technique de l'Initiative 5%*

● La société civile africaine pour l'élimination du paludisme

**M<sup>me</sup> Olivia Ngou Zangue**, *directrice adjointe de Malaria No More, Cameroun*

● Des services de qualité, inclusifs et accessibles : la prise en charge des enfants et des adolescents

**M<sup>me</sup> Réjane Zio**, *responsable programmes « santé de la mère et de l'enfant » à Sidaction*

● La continuité des soins VIH et tuberculose par les communautés

**M<sup>me</sup> Penda Touré**, *directrice du Centre Solidarité Action Sociale à Bouaké, Côte d'Ivoire*

● Des populations vulnérables mais mobilisées : la réduction des risques auprès des usagers de drogue

**M<sup>me</sup> Magatte Mbodj**, *directrice de l'Alliance nationale des communautés pour la santé, Sénégal*

● Défis et projets innovants pour la santé des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et des transgenres

**M. Yves Yomb**, *coordonnateur de l'Alliance globale des communautés pour la santé et les droits, Cameroun*

**Les conclusions seront portées par** (sous réserve)

● **M<sup>me</sup> Gunilla Carlsson**, *directrice a.i. de l'Onusida, secrétaire générale adjointe des Nations unies*

● **M<sup>me</sup> Paulette Lenert**, *ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire, Luxembourg*

● **M. Jérémie Pellet**, *directeur général d'Expertise France*

# INITIATIVE 5%

Lancée en 2011, l'Initiative 5% est la contribution indirecte de la France au Fonds mondial. Sa mission: appuyer les pays éligibles, notamment francophones, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes soutenus par le Fonds mondial. L'action de l'Initiative 5% prend trois formes : assistance technique « à la carte », financement de projets catalytiques et innovants, développement de projets pilotes répondant à des défis stratégiques. L'Initiative 5% est placée sous la tutelle du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Ses orientations stratégiques sont mises en œuvre par Expertise France, l'agence publique de la coopération technique internationale française.

## EXPERTISE FRANCE

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

### CONTACT PRESSE

**Anais Rieu**

Responsable de la communication | Expertise France

[anais.rieu@expertisefrance.fr](mailto:anais.rieu@expertisefrance.fr)

01 70 82 71 12

